



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2924

Texte de la question

## CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

" Je sais que, dans les semaines et dans les mois qui viennent, vous verrez reculer le chômage dans notre pays " : c'était l'annonce de Nicolas Sarkozy le 25 janvier 2010, sur TF1. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) " Le chômage va s'inverser dans la deuxième partie de l'année 2010, compte tenu de la reprise de l'économie " : c'était l'annonce de François Fillon devant le Sénat, le 25 mars 2010. (*Mêmes mouvements.*) Nous connaissons aujourd'hui les chiffres : ils marquent un profond échec de votre politique de l'emploi. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a encore augmenté de 202 500 pour l'ensemble des catégories. Faut-il rappeler que, depuis le mois de mars 2008, le nombre de chômeurs a progressé de 740 000 pour la catégorie A et d'un million pour les catégories A, B et C ?

M. Christian Bataille. Eh bien !

M. Alain Vidalies. Faut-il rappeler l'incohérence de votre réforme des retraites, au moment où le chômage des plus de cinquante ans a véritablement explosé avec une augmentation de 16,3 % pour la seule année 2010 ?

M. Bernard Deflesselles. On dirait que ça lui fait plaisir !

M. Alain Vidalies. Faut-il rappeler que le chômage de longue durée a augmenté de 20 % en 2010 ?

M. Xavier Bertrand, ministre du travail, a déclaré, à son retour rue de Grenelle il y a quelques semaines : " La mobilisation du Gouvernement en faveur de l'emploi porte ses fruits. " C'est vrai, il a raison : ces chiffres catastrophiques sont bien le résultat de votre mobilisation pour détruire l'emploi (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*), avec cette aberration concernant les heures supplémentaires ou ce plus grand plan social qu'est la suppression de 100 000 emplois dans la fonction publique.

En réalité, vous êtes devant le chômage comme des spectateurs impuissants devant une inondation, qui se disent que cela finira bien par baisser...

Monsieur le Premier ministre, le chômage n'est pas une catastrophe naturelle ; c'est d'abord le résultat d'une politique. Dès lors, notre question est simple : quand allez-vous enfin mener une véritable politique de lutte contre le chômage ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, l'année 2010 n'a pas été une bonne année pour l'emploi.

M. Albert Facon. Et 2009 ? Et 2008 ? Et 2007 ? Et 2006 ? Et 2005 ?

M. Michel Lefait. Ça fait huit années qui n'ont pas été bonnes pour l'emploi !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. En 2009, le chômage avait bondi de 18,7 % dans notre pays ; en 2010, il a augmenté de 3 %. L'objectif de chacun, c'est de faire en sorte que le chômage recule en cette année 2011. À vous entendre les uns et les autres, j'ai envie de vous poser la question : est-ce que, vous aussi, vous souhaitez que le chômage recule cette année ? Si c'est oui, arrêtez les postures permanentes ! (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Quand nous mettons en place des outils comme les contrats aidés,...

M. Marcel Rogemont. Vous avez supprimé les contrats aidés !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...arrêtez de dire, dans les régions et les départements, qu'ils vont disparaître. Ce n'est pas la vérité ! C'est un pur mensonge de votre part ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous allons mettre en place les contrats d'objectifs et de moyens pour l'apprentissage. Dès lors que l'État est prêt à mettre un euro, je demande que les régions, en face, mettent également un euro, pour être plus actives et pour favoriser l'emploi dans notre pays. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Nous voulons faire reculer le chômage, nous voulons mettre en place de nouveaux outils, mettre en place une seule procédure qui regrouperait contrats de transition professionnelle contrats de transition professionnelle et conventions de reclassement personnalisé, mais qu'allez-vous dire encore ? Êtes-vous prêts à accompagner ces nouvelles mesures pour faire reculer le chômage ?

La crise était bien là mais, ne l'oublions pas, quand le chômage augmentait de 33 % chez nous, il progressait de 43 % dans toute l'Europe. Dans un pays géré par les socialistes comme l'Espagne, il a même bondi de 121 % ! Les choses ne sont donc pas faciles, mais les Français, qui vous voient et vous entendent, notent bien la différence qu'il y a entre ceux qui polémiquent et ceux qui se battent contre le chômage ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Vidalies](#)

**Circonscription :** Landes (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2924

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi et santé

**Ministère attributaire :** Travail, emploi et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 2 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2011